Pour la Russie.

CONVENTION

passée entre

Le D^r Fritjof NANSEN, Haut Commissaire pour les Secours à la Russie, nommé par la Conférence de Genève,

et

M. Georges TCHITCHERINE, Commissaire du peuple pour les Affaires étrangères de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.

Attendu que le Gouvernement russe a appris qu'une conférence s'est réunie à Genève le 15 août, à laquelle assistaient 80 représentants des gouvernements et des organisations volontaires, et qui était chargée d'étudier les mesures nécessaires pour secourir les régions de la Russie ravagées par la famine et la maladie ;

Attendu que le D^r Nansen a accepté la proposition qui lui a été faite par cette conférence, d'assumer les fonctions de Haut Commissaire pour coordonner les efforts des gouvernements et des particuliers agissant au nom de la dite conférence ;

Attendu que le D^r Nansen a conclu un accord relatif à l'expédition et à la distribution des approvisionnements que doivent fournir à la Russie les organisations volontaires, accord dont les grandes lignes sont reproduites à l'annexe A ci-jointe ;

Attendu que le D^r Nansen s'est entendu avec le Gouvernement russe au sujet de l'importance des besoins des régions éprouvées, ainsi que des conditions locales — climat et transport — qui restreignent l'aide qui peut être efficacement apportée ;

Attendu que le Gouvernement russe a fourni des renseignements, figurant à l'annexe 2 de cette convention, qui exposent en détail les besoins de chacune des provinces, en indiquant les moyens de leur expédier les secours nécessaires, et montrent clairement que ces besoins dépassent de beaucoup l'aide qui peut être fournie soit par des dons soit par les efforts des organisations volontaires de l'Europe ;

En conséquence,

Le Gouvernement russe, estimant que des secours financiers sont nécessaires pour éviter une catastrophe, qui non seulement jetterait dans une misère effroyable un grand nombre de Russes, mais aurait aussi un effet durable sur la vie économique de l'Europe, demande au D^r Nansen de solliciter des gouvernements

Pour la Russie.

d'Europe, dès maintenant, et en son nom, un crédit de 10,000,000 de livres pour la Russie, somme insuffisante pour résoudre le problème actuel, mais qui permettrait de prendre des mesures immédiates pour soulager la détresse présente .

En demandant au D^r Nansen de se charger de cette mission, le Gouvernement russe se déclare prêt à assumer les obligations suivantes vis-à-vis des gouvernements qui fourniraient les crédits :

- a) Le Gouvernement russe, dès qu'il sera avisé de la somme mise à sa disposition par un gouvernement, fournira à ce gouvernement, ou à toute organisation créée par ce gouvernement, des formulaires de demande, signés du gouvernement russe, contenant une clause par laquelle le gouvernement russe s'engage à délivrer, pour la valeur des denrées fournies, des obligations dites *de secours*, conformes au modèle annexé.
- b) Lorsque les crédits seront annoncés, le Gouvernement russe, de concert avec le D^r Nansen, établira une liste détaillée des denrées requises et des ports où elles devront être livrées. Le gouvernement prêteur, ou le D^r Nansen, prendra, avec l'aide d'experts compétents, les dispositions les plus avantageuses pour l'achat et l'expédition des denrées.
- c) Dans le cas où le transport par mer se terminerait dans un port situé hors de Russie (par exemple à Riga), les dispositions pour le transport par voie ferrée jusqu'à la frontière russe seraient prises par le D^r Nansen, de concert avec les gouvernements voisins intéressés.
- d) La livraison des denrées se fera contre remise des lettres de connaissance ou autres documents, qui devront porter la signature des représentants du Gouvernement russe dûment accrédités, aux gares frontières ou aux ports russes intéressés.
- e) La distribution des approvisionnements s'effectuera par les soins de la Commission internationale exécutive de Secours à la Russie, à Moscou, constituée aux termes de l'article 1^{er} de l'accord figurant à l'annexe A, assisté d'un nombre limité de représentants des principaux gouvernements prêteurs ; les clauses concernant la distribution et la surveillance s'appliqueront *mutatis mutandis*.
- f) Afin de surveiller effectivement la distribution des dons provenant des organisations volontaires ou des denrées fournies au moyen des crédits de secours gouvernementaux, le

Pour la Russie.

Gouvernement russe s'engage à autoriser le D^r Nansen à envoyer en Russie le personnel qu'il jugera nécessaire pour cette œuvre de secours, sous réserve de l'approbation du dit gouvernement. Le Gouvernement russe garantit à ce personnel entière liberté et protection pendant son séjour en Russie.

En outre, le Gouvernement russe convient d'accorder au D^r Nansen les facilités qui déjà sont garanties à l'*American Relief Administration*, aux termes des articles 2, 3, 4, 5, 6, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 25 et 27 de la convention conclue avec cette organisation, à Riga, le 20 août 1921, et signé par M. Litvinoff, au nom au Conseil des Commissaires du peuple de la République socialiste fédérative des Soviets.

Le D^r Nansen garantit que son personnel se bornera strictement, en Russie, à l'administration des secours, et ne s'engagera dans aucune activité politique ou commerciale.

Le D^r Nansen fera porter ses efforts là où il jugera que les secours peuvent être le plus efficacement distribués et où on peut s'attendre aux résultats les plus favorables. Son but principal est de secourir les régions affamées de la Volga.

Fait à Moscou, le 27 août 1921.

(Signé) Fritjof NANSEN

Haut Commissaire pour les Secours à la Russie, nommé par la Conférence de Genève.

(Signé) Georges TCHITCHERINE,

Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.

ANNEXE A.

Le D^r Nansen, Haut Commissaire pour les Secours à la Russie, nommé par la Conférence qui s'est tenue à Genève, le 15 août 1921, et M. Tchitchérine, Commissaire du peuple pour les Affaires étrangères, représentant le gouvernement des Soviets de Russie, sont tombés d'accord sur les principes suivants, qui doivent inspirer l'effort volontaire de l'Europe, pour venir en aide aux populations russes victimes de la famine :

1) — Une Commission sera constituée à Moscou, elle sera appelée « Commission internationale exécutive de Secours à la

Pour la Russie.

Russie » et se composera d'un représentant du D^r Nansen, agissant au nom de la Conférence internationale de Secours de Genève et d'un représentant du Gouvernement russe.

2) — La Commission internationale exécutive de Secours à la Russie sera seule juge de la répartition des approvisionnements envoyés en Russie par la Conférence internationale de Secours de Genève ou toute autre organisation agissant de concert avec elle.

3) — Les approvisionnements envoyés de ce chef en Russie resteront la propriété absolue de la Conférence internationale de Secours de Genève jusqu'à leur distribution définitive.

4) — Tous les approvisionnements envoyés pour distribution à la Commission internationale exécutive de Secours à la Russie seront livrés franco à la frontière russe.

5) — Dans le cas d'approvisionnements envoyés par mer dans des ports russes, le Gouvernement russe s'engage à en assurer le déchargement, conformément aux conditions commerciales habituelles. Dans le cas où cet engagement ne serait pas tenu, le Gouvernement russe supporterait les conséquences financières qui en résulteraient.

6) — Le Gouvernement russe s'engage à transporter en franchise tous approvisionnements de la frontière russe aux centres de distribution. La Commission internationale exécutive de Secours à la Russie aura le droit de contrôler le transport de ces approvisionnements.

7) — La Commission internationale exécutive de Secours à la Russie fixera les principes généraux dont devra s'inspirer l'œuvre de secours dans tous ses détails, et pour cela l'accord russo-américain du 20 août 1921 servira de base.

8) — Pour la distribution de tous les dons privés envoyés en Russie de l'extérieur afin de porter remède à la famine, et dans l'intérêt d'une distribution systématique, ainsi que de la meilleure utilisation des moyens de transport, le Gouvernement russe s'engage à recourir autant que possible à la Commission internationale exécutive de Secours à la Russie, et s'engage aussi à porter à la connaissance de la dite Commission l'existence de tous ces dons, quelle que soit leur origine. (Ceci ne change en rien les accords déjà conclus entre le Gouvernement russe et l'American Relief Administration.)

Fait à Moscou le 27 août 1921 (vingt-sept août mil neuf cent vingt et un).

(Signé) Georges TCHITCHERINE.

(Signé) Fritjof NANSEN.

Pour la Russie.

CONVENTION COMPLEMENTAIRE

Les autorités soviétiques déclarent que :

1^o — A la demande du D^r Nansen, elles fourniront immédiatement toutes facilités pour l'entrée en Russie, et ensuite pour sa sortie, de tout le personnel que le D^r Nansen pourra amener en Russie ; aussi longtemps que ce personnel restera sur le territoire russe, les autorités soviétiques lui accorderont entière liberté d'aller et de venir, de circuler dans la Russie pour les besoins du service, et lui fourniront toutes les pièces nécessaires, telles que sauf-conduits, laissez-passer, etc., afin de faciliter ses voyages.

2^o — Au moment de la livraison des approvisionnements de secours aux ports russes de Pétrograd, Mourmansk, Arkangel, Noworossisk, ou à d'autres ports russes convenus, ou autres ports les plus proches dont on pourra disposer dans les pays limitrophes, les autorités soviétiques supporteront tous les autres frais, tels que déchargement, manutention, chargement aux points des bases intérieures, dans les zones où la C. I. E. S. R. pourra agir. Au cas où des frais de surestaries ou de magasinage seraient imposés dans les ports sus-mentionnés et considérés mutuellement comme satisfaisants, ces frais seront à la charge des autorités russes. En vue de cet accord, les ports de Riga, Reval, Libau, Hango et Helsingfors sont aussi considérés comme satisfaisants. Les représentants des Soviets dans ces différents ports seront prévenus au moins cinq jours à l'avance au cas où les autorités soviétiques auraient à prendre livraison des approvisionnements C. I. E. S. R.

3^o — Elles fourniront à leurs frais le magasinage nécessaire dans les bases intérieures dont il est question au paragraphe 2, ainsi que la manutention et le transport de ces mêmes approvisionnements à tous autres points de l'intérieur que la C. I. E. S. R. pourra désigner.

3^o bis — Pour le recrutement du personnel local, russe ou autre, le D^r Nansen aura complète liberté de choix ; les autorités soviétiques, si elles en sont priées, aideront le D^r Nansen à réunir ce personnel.

4^o — Pour tout le magasinage ci-dessus mentionné et pour tout mouvement des approvisionnements de secours, elles donneront à la C. I. E. S. R. la même priorité de circulation que les autorités soviétiques accordent à leur propre ravitaillement de secours, et, sur la demande de la C. I. E. S. R., elles fourniront les gardes et escortes appropriées.

5^o — Les autorités soviétiques fourniront :

a) les locaux nécessaires pour cuisines, dispensaires et, autant que possible, pour les hôpitaux ;

Pour la Russie.

b) le combustible nécessaire et, selon les disponibilités, le matériel nécessaire pour cuire, préparer et distribuer les vivres ;

c) les frais totaux de l'administration locale de secours, de la préparation de la nourriture, de sa distribution, etc., le tout de concert avec les autorités locales ; le mode de paiement devra être réglé à une date ultérieure ;

d) à la demande de la C. I. E. S. R., le personnel et l'aide médicale locale qui paraîtront satisfaisants à la C. I. E. S. R. et qui sont nécessaires pour distribuer d'une manière efficace ces secours ;

e) gratuitement les chemins de fer, les automobiles, les transports par eau ou autres, nécessaires pour le mouvement des approvisionnements de secours et pour celui du personnel nécessaire à assurer la bonne marche des opérations de secours. Les autorités soviétiques, pendant toute la durée des opérations de la C. I. E. S. R., fourniront à celle-ci, pour l'usage exclusif de son personnel et sans aucun frais de transports, tout matériel roulant que la C. I. E. S. R. pourra demander, dans les limites du possible.

6° — Dans les localités où la C. I. E. S. R. pourra opérer et où séviront des épidémies, la C. I. E. S. R. recevra des autorités soviétiques pleins pouvoirs pour prendre toutes mesures aptes à améliorer les conditions sanitaires et à assurer l'approvisionnement d'eau, etc.

7° — Elles fourniront gratuitement les bureaux, garages, magasins, etc., nécessaires au fonctionnement de la C. I. E. S. R. et, si possible, le chauffage, l'éclairage et l'eau dans ces mêmes locaux. Elles placeront en outre à la disposition de la C. I. E. S. R. des logements convenables pour le personnel de la C. I. E. S. R. dans toutes les localités où ladite C. I. E. S. R. sera amenée à opérer. Tous les locaux dont il est parlé ci-dessus seront exempts de saisie et de réquisition. L'inspection de ces locaux ne pourra être faite qu'à la connaissance et en présence du représentant du D^r Nansen ou de toute autre personne nommée par lui, excepté dans le cas de flagrant délit, où celui qui fera l'inspection sera tenu pour responsable si elle n'est pas justifiée.

8° — Elles donneront au D^r Nansen ou à ses représentants liberté complète et priorité pour l'usage gratuit des installations radiotélégraphiques, télégraphiques, téléphoniques, des câbles, des postes et des courriers de Russie ; elles fourniront gratuitement à la C. I. E. S. R., quand il sera possible et avec le consentement des autorités compétentes, des fils télégraphiques et téléphoniques particuliers, ainsi que les moyens d'entretien.

9° — Elles accorderont au D^r Nansen ou à ses représentants,

Pour la Russie.

ainsi qu'à leurs courriers, les privilèges diplomatiques habituels en ce qui concerne le passage de la frontière.

10° — Elles fourniront gratuitement à la C. I. E. S. R. l'essence et l'huile nécessaires pour l'usage des automobiles, et le transport, par voie ferrée ou autrement, du matériel automobile, autant que ce sera nécessaire.

11° — A la demande des autorités compétentes de la C. I. E. S. R., elles pourvoient au transport gratuit en Russie du personnel de la C. I. E. S. R., ainsi qu'au transport des bagages et des vivres de celui-ci.

12° — Elles permettront à la C. I. E. S. R. d'importer et de réexporter, sans aucun droit et sans être soumis à la réquisition, tous les approvisionnements ainsi que le matériel de transport et les fournitures de bureau qui seraient nécessaires au personnel et à l'administration de la C. I. E. S. R.

13° — Elles feront connaître au peuple russe les buts et les méthodes des opérations de secours de la C. I. E. S. R. afin de faciliter le développement rapide de ces opérations mêmes ; elles aideront à donner aux peuples étrangers tous les renseignements possibles et sans caractère politique sur les conditions actuelles et sur les progrès des opérations de secours, comme un moyen de développer l'aide financière d'autres pays.

Le D^r Nansen consent à ce qui suit :

14° — Son personnel en Russie se bornera strictement à distribuer les secours et n'entreprendra aucune action politique ou commerciale quelle qu'elle soit, à moins d'avoir obtenu préalablement à cet effet, une permission spéciale du Gouvernement soviétique. Toute personne qui contreviendrait à cette clause sera condamnée à la demande des Autorités centrales Soviétiques. Ces dernières soumettront en ce cas, au D^r Nansen, les motifs de leur requête et les témoignages qu'elles auront en leur possession.

15° — Aucun alcool ne sera importé parmi les approvisionnements de secours et l'on autorisera à certains points dont on conviendra mutuellement, l'inspection douanière des approvisionnements de secours importés.

Fait à Moscou, le 27 août 1921.

(Signé) Fritjof NANSEN,

*Haut Commissaire pour les secours à la Russie
nommé par la Conférence de Genève.*

(Signé) Georges TCHITCHERINE,

*Commissaire du Peuple pour les Affaires extérieures
de la République socialiste fédérative
des Soviets de Russie.*

COMMISSION INTERNATIONALE POUR LE CREDIT
DE SECOURS A LA RUSSIE

Obligation du Gouvernement russe, Secours Série A de 1921, N^o . . .

Le Gouvernement russe, pour la valeur reçue, s'engage à payer au Gouvernement

au 1^{er} janvier 19. . . , la somme de
sur laquelle les intérêts à raison de 6% l'an seront payés 2 fois par an au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet.

Le Gouvernement russe s'engage à payer dans la monnaie de . . . principal et intérêts en dû temps le

Le paiement du capital et de l'intérêt sur cette obligation sera libre de tout impôt dans l'intérieur de la Russie et de ses possessions. Cette obligation fait partie d'une série d'obligations de même teneur ; aucun paiement ne sera fait par le Gouvernement russe pour le principal et les intérêts de cette série d'obligations à moins qu'un paiement similaire ne soit fait d'une manière correspondante à l'égard des autres obligations de secours de la même série.

Ces séries d'obligations jouiront de priorité absolue sur les ressources et revenus du Gouvernement russe et auront, jusqu'à leur paiement complet, la priorité sur tous paiements faits par le Gouvernement russe en conséquence de dettes gouvernementales préexistantes quelles qu'elles soient.

(Signé) : Pour le Gouvernement russe :

.

Nota. — Le texte de cette obligation a été approuvé à

Le Dr Fritjof Nansen s'est rendu dès le 5 septembre auprès de la Commission mixte du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge. Il lui a communiqué le texte de la convention passée entre lui et les autorités soviétiques, exposant les conditions auxquelles est subordonnée l'action de secours projetée pour les régions affamées de la Russie.

Après examen approfondi de cette convention, la Commission mixte du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge a décidé de faire appel aux gouvernements pour obtenir immédiatement des crédits, permettant à l'œuvre de secours, placée sous la direction du Dr Nansen,

Pour la Russie.

de commencer son action. Si un premier crédit de deux millions de livres pouvait être mis à disposition dès maintenant, des approvisionnements pour les deux prochains mois pourraient être dirigés sur la Russie.

Le Dr Nansen se rend parfaitement compte de la nécessité pour l'entreprise de secours de la coopération gouvernementale qui fut une des conditions fondamentales stipulées par la Conférence de Genève, et il a en conséquence télégraphié à Moscou, demandant au gouvernement des Soviets de garantir immédiatement la libre entrée de la Commission d'enquête, désignée par la Commission internationale et qui a été nommée par le Conseil suprême.

La Commission mixte du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge est convaincue que les besoins du peuple russe, en proie à la famine, ne seront pas exploités comme un moyen d'obtenir du gouvernement des Soviets la reconnaissance des dettes russes préexistantes. Le Dr Nansen mettra son influence personnelle au service de la Commission d'enquête, afin d'obtenir son entrée en Russie. On compte que le fait d'attendre le rapport de la dite Commission ne portera pas préjudice à une action immédiate et que les gouvernements accorderont les deux millions de livres nécessaires pour commencer les opérations, sans attendre des informations ultérieures.

Si un secours immédiat n'est pas apporté, un grand nombre de personnes pour lesquelles les secours sont organisés, mourront avant que les approvisionnements puissent les atteindre, tout le bétail disparaîtra également et il sera impossible par la suite, à cause du manque de semences et d'animaux de trait, de cultiver les champs et d'éviter une autre famine l'année prochaine.